

Unité départementale du Calvados
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

Route Lorguichon
BP 5
14540 Castine-en-Plaine

Références : -
Code AIOT : 0005301094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 21 novembre 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Détection incendie ». En effet, en 2022, il a été constaté sur plusieurs sites des défaillances dans le suivi de la détection incendie.

De même, le BEA-RI indique dans son rapport d'activités 2021 : « En matières de détection d'incendie, le BEA-RI a pu constater dans ses enquêtes, que des défaillances ou des insuffisances pouvaient concerner le dimensionnement de la détection, l'entretien de l'installation ou la transmission de l'alerte. Le BEA-RI a ainsi été conduit à recommander des actions pour faire progresser les installations sur ces différents points »

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions de maintenance et de vérification périodiques des systèmes de dé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54.B et 68	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes directeurs -	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Prévention des risques technologiques		
2	Atelier de traitement des batteries – Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 9.6	Sans objet
4	Bon état et efficacité des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.7.3 modifié	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente visite d'inspection que les procédures définissant les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques des détections incendie ainsi que la traçabilité des opérations réalisées existent mais demeurent perfectible. L'inspection des installations classées demande donc à REVIVAL de compléter ces documents sous un délai de 2 mois.

Par ailleurs, les rapports de contrôle de juillet 2023 et novembre 2022 mettent en exergue un défaut fonctionnel récurrent et de nombreuses observations, remettant en cause l'efficacité des systèmes de détection incendie du site.

L'inspection des installations classées a rappelé à REVIVAL que les systèmes de détection incendie font partie des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) identifiés dans l'étude de dangers du site. En application de la réglementation en vigueur, REVIVAL est donc dans l'obligation de veiller au bon fonctionnement et à l'efficacité de ces MMR. Des actions correctrices doivent être entreprises.

Ayant pris conscience durant l'inspection des lacunes ainsi mises en avant, l'exploitant a su réagir rapidement et fournir les documents permettant de lever les écarts par courriel en date du 4 décembre 2023. Il convient de pérenniser dans le temps cette meilleure appropriation de ces obligations en matière de contrôle des systèmes de détection ainsi qu'en matière de maintien de leur bon fonctionnement et de leur efficacité.

A ce titre, l'inspection des installations classées prend acte que désormais tous les détecteurs de la fosse batterie seront désormais changés tous les deux ans au lieu des huit ans préconisés par SIEMENS.

Pour finir, l'inspection des installations classées a rappelé à REVIVAL son obligation de tenir à la disposition de cette dernière les documents réglementairement exigibles. Le cas échéant, les documents demandés préalablement à une visite d'inspection doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans les délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes directeurs - Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>En particulier, les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les éventuels écarts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le risque principal associé aux activités de REVIVAL est le risque d'incendie. De ce fait, le site est équipé de nombreuses détections incendie. Préalablement à la visite, l'inspection des installations classées a donc demandé à REVIVAL de lui communiquer la liste des détecteurs incendie ainsi que les plans d'implantation associés.</p> <p>Par courriel en date du 31 octobre 2023, REVIVAL a transmis un plan de localisation des caméras thermique, renvoyant l'inspection des installations classées au POI du site pour la liste de détecteurs. <i>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a souligné le caractère insatisfaisant des documents transmis. En outre, il a été rappelé à REVIVAL qu'il est tenu de transmettre et tenir à la disposition des inspections des installations classées les documents réglementairement exigibles.</i></p> <p>Suite à la visite et à la demande de l'inspection des installations classées, REVIVAL a transmis à cette dernière, par courriel en date du 4 décembre 2023, la liste des détecteurs du site ainsi que les plans d'implantation des détecteurs pour les installations contrôlées lors de la visite d'inspection, à savoir le bâtiment batterie, le local RBA, le TGBT Broyeur ainsi que le local DEEE. <i>Les documents transmis sont satisfaisants. Ils permettent une localisation précise des détecteurs par type de détecteurs au sein de chacun des bâtiments.</i></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des détections incendie suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Bâtiment batterie : Les éléments relatifs à la détection incendie du bâtiment batterie sont détaillés au point de contrôle n°2.- Local RBA : Présence de 4 détecteurs répartis dans le local- TGBT Broyeur : Un contrôle des installations de détection /extinction avec ventitest était en cours lors de la visite. De ce fait, les détections étaient signalées en dérangement au niveau de la salle de contrôle.- Local DEEE : Présence des détecteurs suivants :<ul style="list-style-type: none">* 2 détecteurs optiques couplés à 2 réflecteurs dans le hall du bâtiment* 2 détecteurs de fumées dans la cabine de tri ;* 3 détecteurs de fumées dans les cases 1 et 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Atelier de traitement des batteries – Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 9.6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection incendie, adaptée aux conditions de l'installation (détecteurs résistants à l'atmosphère corrosive), déclenchant selon une procédure pré-établie, une alarme sonore et visuelle doit être mise en place au niveau des secteurs dits « hall de déchargement » et « stockage polypropylène » avec report de l'alarme vers le poste de garde et permettant d'alerter le personnel d'astreinte.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection s'est tout d'abord rendu dans la cabine de pilotage du bâtiment Batterie, où sont situées la centrale de détection d'une part et la centrale d'extinction d'autre part. L'inspection des installations classées note que les centrales sont opérationnelles. Pour chaque détecteur, 2 signaux lumineux peuvent être activés. Le premier signale le cas échéant le dysfonctionnement du détecteur, le second le déclenchement du détecteur. Une procédure affichée à côté de la centrale explicite son fonctionnement et les actions à suivre en cas de déclenchement. L'inspection des installations classées relève notamment qu'en cas de détection <ul style="list-style-type: none">- une première alarme sonore retentit couplée avec des signaux lumineux sur la centrale ;- l'alarme sonore est stoppée et une levée de doute est réalisée ;- à la seconde alarme, l'alarme sonore retentit à nouveau et les signaux lumineux de la centrale s'activent également. Les dispositifs sonores et visuels avertissant le personnel de l'évacuation des locaux sont activés ainsi que les asservissements associés (extinction). L'exploitant indique que les alarmes ainsi que les remontées de terrain par le personnel sont centralisées au Centre Technique Opérationnel (CTO, centre de télésurveillance des sites REVIVAL), actuellement situé à Paris. En cas d'alarme, le CTO contacte le personnel d'astreinte du site. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 6 détecteurs au niveau de la fosse batterie (2 lignes de 3 détecteurs) ainsi qu'un détecteur de flamme au niveau de la case polypro.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de maintenance et de vérification périodiques des systèmes de dé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54.B et 68
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et vérification périodique
Prescription contrôlée : Article 54 B. L'exploitant définir et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et de mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre

2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.
Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Article 68

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir la procédure de tests et de contrôle des détecteurs. Aucun document n'a été communiqué. L'inspection a donc demandé lors de la visite que cette procédure lui soit fournie. ***Comme rappelé précédemment, l'inspection des installations classées a rappelé à REVIVAL son obligation de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les documents réglementairement exigibles.***

REVIVAL indique disposer d'une check-list de contrôle pour chaque MMR et d'un registre traçant les différentes opérations réalisées. Concernant les détections incendie, outre le contrôle annuel réalisé par la société SIEMENS, REVIVAL indique procéder à un test mensuel des détections. Le CTO n'est pas informé au préalable des tests réalisés ce qui permet de contrôler le bon fonctionnement du report de l'alarme au CTO ainsi que la procédure d'alerte à dérouler en cas de détection incendie.

A la demande de l'inspection des installations classées, REVIVAL a communiqué à cette dernière par mail en date du 4 décembre 2023 les check-list des différentes installations ainsi qu'une copie du registre traçant les différentes opérations réalisées. Les checks-list concernent l'ensemble des moyens de détection et d'intervention. Elles consistent pour chaque équipement identifié en un test de l'état du matériel, le document précisant uniquement le caractère conforme ou non du contrôle.

L'inspection des installations classées constate un manque de précision dans les check-list fournies :

- aucun plan d'implantation ni aucune liste exhaustive des détecteurs et de leur fonctionnalité n'est annexé au document ;
- le mode opératoire du ou des tests permettant de s'assurer du bon état du matériel ne sont pas explicités ;
- les éventuelles recommandations du constructeur en matière de tests et de contrôle doivent être prises en compte (fréquence, mode opératoire) ;
- les critères permettant de conclure au bon état doivent être clairement identifiés.
- les critères de performance et/ou d'acceptabilité retenus pour valider le bon fonctionnement des détecteurs ne sont pas explicitement définis ;
- outre les critères, les actions correctives à mettre en œuvre si le contrôle montre que les critères de performance et/ou d'acceptabilité ne sont pas respectés doivent également être définies.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées note que le rapport SIEMENS comporte la liste des opérations réalisées au cours d'un contrôle. Au demeurant, cette liste reste générique et ne permet pas de s'assurer que chaque détecteur a bien fait l'objet de toutes les opérations de contrôle le concernant. De la même manière, le rapport SIEMENS précise, par installation et par typologie de détecteurs, les quantités de détecteurs présents, vérifiés et changés. Aucun plan de

localisation des détecteurs contrôlés n'est fourni.

Ainsi, les procédures et documents remis par REVIVAL ne répondant que de manière partielle aux présentes dispositions, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous un délai de 2 mois :

- d'une part, de compléter les procédures de contrôle et de tests des détecteurs incendie en intégrant :

**** un plan d'implantation des détecteurs ;***

**** une liste exhaustive des détecteurs et de leur fonctionnalité ;***

**** une description du mode opératoire à suivre pour chaque test réalisé ;***

**** la fréquence des tests à respecter ;***

**** les recommandations du constructeur en termes de tests et de contrôle ;***

**** une définition des critères permettant de conclure au bon état des équipements,***

**** une définition des critères de performance et d'acceptabilité retenus pour valider le bon fonctionnement des détecteurs ;***

**** les actions correctives à mettre en œuvre si le contrôle montre que les critères de performance et d'acceptabilité ne sont pas respectés ;***

- d'autre part, de compléter et préciser la traçabilité des contrôles réalisés dans les rapports de contrôles internes et externes : Ces derniers doivent permettre d'identifier et localiser explicitement les détecteurs contrôlés et ceux non contrôlés. De plus, le rapport de contrôle doit préciser pour chaque détecteur les opérations de contrôle effectivement réalisées et justifier du respect de la procédure de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Bon état et efficacité des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.7.3 modifié

Thème(s) : Risques accidentels, Bon état et efficacité des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Article 8.7.3 de l'AP du 8/7/2010

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 54A de l'AM du 4/10/2010

A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- Le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise des risques

[...]

Constats :

Concernant les dates et modalités de contrôles, les constats de l'inspection des installations classées sont identiques à ceux du point de contrôle n°3.

Concernant le maintien en bon état et le bon fonctionnement des détecteurs, l'inspection des installations classées constate que les rapports de contrôle des visites du 11/7/2023 et du 20/9/2022 font état de défauts de fonctionnement et observations, dont les suivants qui soulèvent des questionnements de l'inspection.

1/ Défaut fonctionnel présent sur les deux rapports : « Après vérification du détecteur de flamme nous avons constaté que celui-ci a un rayon et une longueur de surveillance qui se trouve très réduit (détection inefficace). Faire devis pour remplacement »

Lorsque l'inspection des installations classées questionne l'exploitant sur ce défaut de fonctionnement, REVIVAL indique qu'une dérive croissante est observée sur les contrôles. Il est nécessaire de se rapprocher de plus en plus près des détecteurs lors des tests pour qu'il détecte quelque chose. Au demeurant, l'exploitant considère que ces détecteurs sont toujours fonctionnels.

L'inspection des installations classées rappelle à REVIVAL que les détecteurs de la fosse sont identifiés comme Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) et qu'à ce titre, en application des dispositions réglementaires rappelées ci-avant, il est de la responsabilité de REVIVAL de s'assurer de leur bon fonctionnement et de leur efficacité. En l'espèce, en l'absence d'une caractérisation de la dérive de mesure tant sur le rayon que sur la longueur et en l'absence d'une justification venant démontré qu'en l'état le système de détection demeure efficace, l'inspection des installations classées ne peut considérer que le système de détection soit fonctionnel et efficace. Des actions correctives doivent être entreprises.

2/ Observation A : « La Fosse batteries étant remplie suite à une exploitation du site à l'arrêt, nous n'avons pu vérifier le fonctionnement des détecteurs optiques de la zone 4 et 5 Fosse batteries (impossibilité d'accès avec la nacelle). »

L'inspection des installations classées rappelle que tous les détecteurs doivent être contrôlés à minima une fois par an. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la réalisation de ce contrôle à une date ultérieure pour les détecteurs optiques de la zone 4 et 5.

3/ Observation B : « Au vu de l'entretien verbal avec les responsables du bâtiment nous faisant remarqués la réduction de l'efficacité de la détection Fosse batteries (6 FDOO241-A9), de la visite et du reconditionnement il serait préférable de reconditionner les détecteurs de la Fosse tous les deux ans au lieu de quatre ans (réaliser un avenant au contrat, vu avec le client). »

L'inspection des installations classées constate la même problématique d'efficacité sur la détection optique que sur la détection de flamme (défaut de fonctionnement). Comme précédemment, cette détection fait partie des MMR du site. L'inspection des installations classées demande donc à REVIVAL que des actions correctives soient mises en œuvre au même titre que pour le défaut fonctionnel précédemment évoqué.

4/ Observation C : Pour tous les dispositifs d'extinction automatique gaz, l'observation suivante est formulée « Pour information : Selon la règle APSAD R13 de Juin 2010 - § 6.1.2.2, l'intégrité du local doit être vérifié annuellement par un essai à l'infiltromètre (ventitest). »

Lors de la visite, l'exploitant explique à l'inspection des installations classées que cette observation n'a plus lieu d'être. Elle persisterait du fait d'un problème de logiciel chez SIEMENS.

L'inspection des installations classées fait remarquer à REVIVAL que ce rapport lui est préjudiciable. Il est de sa responsabilité de veiller à obtenir un rapport correspondant à la réalité de la situation sur site. L'inspection des installations classées demande donc qu'un rapport corrigé

soit établi et transmis à l'inspection des installations classées.

Par courriel en date du 4 décembre 2023, REVIVAL a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle réalisé du 13 au 23 novembre 2023 ainsi qu'un extrait du suivi de maintenance relatif au rapport de contrôle de juillet 2023. ***A la lumière de ces documents, l'inspection des installations classées constate que REVIVAL a pris les dispositions nécessaires afin de répondre au défaut fonctionnel et aux observations précédemment évoqués.***

En effet,

- les détecteurs dont l'efficacité était réduite ont été remplacés ;
- les détecteurs de la fosse batteries, non contrôlés en juillet 2023, ont été contrôlés en novembre 2023 ;
- l'observation relative aux ventitests n'apparaît plus dans le rapport de novembre 2023.

En conclusion, si la situation n'était pas conforme lors de l'inspection, l'exploitant a corrigé les écarts depuis. Par ailleurs, l'inspection des installations classées prend acte que désormais tous les détecteurs de la fosse batterie seront désormais changés tous les deux ans au lieu des huit ans préconisés par SIEMENS.

Type de suites proposées : Sans suite